

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 19 février 2024

Date de convocation : 13 février 2024

Date d'affichage : 13 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 23

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi dix-neuf février à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – K. Gouessant – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – A.G. Bertrand – I. Crézé – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : W. Macé donnant procuration à V. Rosnarho, G. Kuntz donnant procuration à A. Mercier, S. Rault donnant procuration à M. Devrand et P. Carrière donnant procuration à E. Guy-Claereboudt.

Était absent :

Madame Katel Gouessant est nommée secrétaire et Madame Eva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

OBIET :

FAMILLES RURALES – PERMANENCE « DÉFENSE DU CONSOMMATEUR »

Rapporteur : Martine CHAPLAIN, Adjointe chargée de l'Action sociale et des solidarités

Association de défense des consommateurs agréée au plan national depuis 1975, « Familles Rurales » informe, conseille et mène des actions de prévention dans le domaine de la consommation. Le Mouvement défend également, à tous les échelons, les intérêts collectifs et individuels des consommateurs.

Le maillage de leur réseau est présent sur le territoire au travers de :

- 133 permanences consommation (dont 30 itinérantes) dans 52 départements,
- 16 Points Conseil Budget dans 11 départements,
- 1 observatoire des prix de consommation courante,
- 1 observatoire des prix des fruits et légumes,
- 75 veilleurs consommation.

L'action menée par « Familles Rurales » s'effectue de différentes façons :

Appui aux familles en cas de litige

En cas de litiges, le Mouvement accompagne les familles dans leurs démarches, en les conseillant et les guidant dans la recherche d'une solution, de préférence à l'amiable, ou en prenant en charge leurs différends dans les « permanences conso ».

Participation aux groupes de travail et instances consultatives

Du niveau local au niveau national, « Familles Rurales » défend les intérêts matériels et moraux des consommateurs ainsi qu'un certain cadre de vie. Familles Rurales siège ainsi dans de nombreuses instances de la consommation. Au niveau national, le Mouvement est notamment représenté au Conseil National de la Consommation (CNC), au Comité Consultatif des Secteurs Financiers (CCSF), dans les commissions de surendettement...

Actions auprès des pouvoirs publics

Enfin, « Familles Rurales » est consultée par les pouvoirs publics sur l'actualité qui touche les familles. Le Mouvement prend position publiquement pour revendiquer une meilleure prise en compte des intérêts des consommateurs.

Les consommateurs peuvent se rendre dans l'une des 130 permanences consommation tenue par le Mouvement « Familles Rurales ». Ces points d'accueil, répartis dans 52 départements, sont ouverts au public, et offrent une information sur les droits des consommateurs, le logement, l'énergie, le crédit, la gestion du budget, le surendettement, la vente à distance, le démarchage... mais aussi sur la santé, la sécurité, le développement durable. Ils proposent également une aide au traitement des litiges de consommation. Cet accompagnement est dispensé gratuitement par le Mouvement au bénéfice des consommateurs.

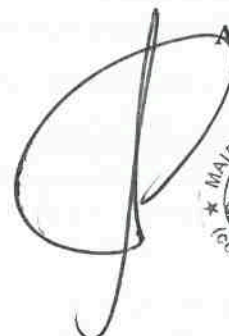
L'antenne des Côtes d'Armor poursuit un objectif de développement de sa présence sur le territoire départemental au plus proche des consommateurs.

Dans cette optique, la commune d'Hillion a été sollicitée par l'association « Familles Rurales », déjà présente et active sur la commune, afin d'accueillir une permanence.

Un projet de convention, annexé au présent rapport, vient préciser les modalités d'accueil de cette permanence envisagée à une fréquence mensuelle et sous forme de mise à disposition d'un bureau dans les locaux de la mairie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De VALIDER le principe d'accueil sur la commune de la permanence « Défense consommateur » animée par le réseau « Familles Rurales » ;
- D'AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à signer la convention fixant les modalités d'accueil de cette permanence ainsi que tout autre document y afférent.

 Annie GUENNOU,
Maire.

